PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS....	$12.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.........	$15.15	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois.	4 mois.	2 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS......	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.........	$4.00	$2.05	$1.35	$1 05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE. — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

Seul Journal Français Quotidien au Sud — NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 19 MARS 1896. — Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux : 323 rue de Chartres. Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

☞ POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse des Encanteurs.

Par John H. O'Connor & Co.—Grande vente de cottages et sites pour bâtir situés dans le Troisième District.

Par Jacob & Reinach—Propriétés de choix situées dans le Deuxième District.

Par le Shérif—Propriété résidence située dans le Deuxième District.

La maladresse des partisans de l'argent.

Plus on étudie la question d'argent, telle qu'on l'a posée et agitée aux Etats-Unis; plus on suit les discussions qu'elle a engendrées, à droite et à gauche, en Europe comme dans le nouveau Monde, plus on arrive à cette conviction que les promoteurs du mouvement, ceux qui sont directement intéressés au succès du bimétallisme à outrance, ont commis une maladresse. On voit bien clairement ce qu'ils peuvent perdre à la bataille engagée par eux. On ne voit pas ce qu'ils peuvent y gagner. Peu à peu la lumière s'est faite dans l'esprit des masses qui n'avaient jamais, jusque-là, été versées dans les questions de finances proprement dites, et qui n'y entendaient à peu près rien; elles se sont mises à étudier le problème, à se rendre compte de la valeur relative des métaux précieux qui servent de moyens d'échange. Il y a des millions et des millions de braves gens qui s'étaient toujours imaginé que l'argent avait intrinsèquement, commercialement, la valeur que leur donnent nos monnaies, soit en Europe, soit en Amérique. Mais on a tant écrit, tant bavardé, tant raisonné et déraisonné sur ce sujet, depuis dix-huit mois, qu'ils ont fini par comprendre de quoi il s'agissait. Ils se sont aperçus, ils savent aujourd'hui qu'un dollar d'argent ne vaut pas en lui-même la moitié d'un dollar et que, s'ils étaient obligés de jeter ce dollar dans le commerce, ils n'en pourraient pas, au poids, en retirer 50 cents. Auparavant, il avait à leurs yeux une valeur complètement intrinsèque; on leur a prouvé, depuis, que cette valeur était conventionnelle, au moins pour la moitié du montant qu'il représente.

Franchement, nous ne voyons pas ce que les propriétaires de mines d'argent ont gagné à faire savoir ces choses aux masses qui les ignoraient.

Toute cette agitation n'a abouti qu'à une dépréciation du métal blanc parmi les populations. On s'en doutait bien un peu, auparavant; aujourd'hui, on le sait positivement; et, de plus, on a appris, non sans une juste appréhension, qu'il y a dans les entrailles du sol, ici et là, des masses d'argent que l'on peut jeter, demain, sur le marché, de façon à faire encore baisser effroyablement ce métal.

On a beau dire, une pareille situation n'est pas faite pour rassurer les esprits et ramener la confiance.

Qu'avait-on besoin de soulever cette question? L'argent, après tout, n'avait d'ennemis nulle part. On s'en servait partout pour les échanges et les besoins de chaque jour, sans murmurer, sans raisonner même, et tout le monde s'en trouvait bien.

Nous ne connaissons que l'Angleterre qui lui soit hostile, parce que, grâce à la position exceptionnelle qu'elle occupe dans le monde des échanges, elle peut s'en passer. Dans tous les autres pays, on s'en est toujours servi, on s'en sert encore, à l'heure qu'il est parce qu'on ne peut pas faire autrement, parce qu'on n'a jamais pu et que probablement on ne pourra jamais s'en passer. Vouloir imposer aujourd'hui, systématiquement, la proportion de 15 1/2 à 16 pour 1, quand on sait que l'argent n'a pas, relativement, la moitié de cette valeur, et que, par une opération possible, probable même, on peut, du jour au lendemain, faire baisser cette valeur d'un tiers ou d'un quart, c'est de la malhonnêteté, et l'on n'édifiera jamais rien de solide sur une pareille base.

Au point où en sont les choses, grâce à tout ce tapage, il n'y a plus moyen de sortir d'embarras que par une entente internationale, et il y a mille à parier contre un que l'argent n'aura qu'à y perdre. Voilà ce qu'y auront gagné les propriétaires de mines.

Les noviciats dominicains.

Les prédications du Rév. Père Knapp à la cathédral St-Louis, sont de mieux en mieux suivies; hier soir, son éloquente parole a été écoutée avec l'attention la plus consciente, la plus soutenue par les nombreux fidèles qui se pressaient autour de sa chaire.

Le Rév. P. Knapp a choisi la prédication pratique de préférence à la prédication dogmatique qui enseigne le dogme et en déduit la morale; genre qui plait énormément à son auditoire, l'élite de notre communauté.

Sa parole est forte, martelée, imagée, animée d'une passion intérieure qui émeut et qui donne à son éloquence quelque chose de pénétrant.

Après son sermon, demain soir, il fera une collecte pour ses frères novices. Nous connaissons l'extrême délicatesse du P. Knapp; nous savons qu'il se violentera pour tendre le plateau; mais quand on a fait tous les sacrifices, quand on s'est résigné à tous les renoncements, n'est-ce pas avec volupté en quelque sorte que l'on doit se faire le pourvoyeur du pain temporel et spirituel de ses frères en religion?

Que ceux qui verront venir à eux le quêteur, lui rendent donc la tâche en lui tendant leur offrande le plus gracieusement possible.

LA GENÈSE DU MOUVEMENT CORÉEN.

Les correspondances de Corée, antérieures au mouvement que le télégraphe a fait connaître, en expliquent suffisamment la genèse. Il paraît que le roi, désireux d'imiter les Japonais et de se mettre dans le courant de la civilisation occidentale, avait décrété l'adoption du calendrier grégorien à partir du 1er janvier de cette année, et ordonné que tous ses sujets se coupassent les cheveux à la *mal-content* et s'habillassent à l'européenne. Ces prescriptions n'ayant pas été observées, on fit d'office couper les cheveux aux paysans qui venaient au marché à Séoul et à tous ceux qui sortaient de chez eux. Il s'ensuivit un commencement d'insurrection et le gouvernement dut céder, en publiant un second édit qui, tout en maintenant l'obligation d'adopter le costume de la régénération, laissait la coupe des cheveux potestative. Rien de ce qui touche aux mœurs d'un peuple n'est futile, et cela est si vrai que, lorsque, sous la Restauration, le port de la barbe commença à se répandre dans l'Europe habituée depuis deux cents ans à passer sous le rasoir des barbiers civils et militaires, ce retour à la nature fut considéré comme un signe des temps, et, en Espagne, les absolutistes y voyaient un sens libéral et protestataire. Il ne faut donc pas s'étonner si les vieux Coréens ont traduit leur opposition en voies de fait et provoqué les désordres dont on a parlé.

Les goûts de Ménélik.

Il semblerait que les goûts de Ménélik, en temps de paix, se rapprochassent assez de ceux du roi Louis XVI, grand amateur de ferronnerie et de jardinage.

Un familier de la cour d'Ethiopie donne, en effet, sur le Négus, les détails suivants:

Lorsqu'il ne guerroie pas, Ménélik se lève au petit jour. Il visite ses ateliers. Ceux-ci sont consacrés à la réparation des fusils et à la fabrication d'une orfèvrerie ordinaire.

Un de ses plaisirs favoris est aussi de se rendre dans ses jardins potagers, ensemencés de graines de France, et où choux, artichauts et carottes poussent admirablement.

Il rentre ensuite dans une des salles du palais où un déjeuner lui est servi.

La nourriture abyssine se compose presque exclusivement de sauces au poivre de Berberi et où nagent des morceaux de viande. Comme boisson de l'hydromel.

UN SAUVAGE

De la *Politique coloniale*, qui donne les causes de la récente insurrection qui éclata à Ambodinivato et gagna tout le pays:

Ramanisorahona, gouverneur hova d'Ambodinivato, livra à la torture une population entière, dont vingt-cinq femmes subirent le "supplice de l'oie," qui consiste à lier, derrière le dos, les mains aux pieds, de façon que le sternum se relève, comme une poitrine de volaille et se brise.... tandis qu'aux plaies produites par le frottement et la pression des cordes et des chaines, la gangrène fait ses ravages.

Deux hommes qui se refusaient à livrer leurs biens à l'insatiable gouverneur hova furent pendus, la tête en bas, affleurant au sol où le monstre avait fait déposer des nids de fourmis noires qui dévoraient les visages des martyrs. Avec un sabre rougi au feu, Ramanisorahona brûlait, aux parties les plus sensibles, les corps des malheureux suppliciés, qui résistèrent deux heures avant de succomber, poussant des hurlements horribles.

LA BATAILLE D'ADOUA.

Le rapport du général Baratieri.

Le gouvernement italien a reçu le rapport du général Baratieri daté de Massaouah. En voici les parties essentielles:

Samedi, le 29 février, le général Baratieri décida soudainement une action contre les positions avancées des Choans vers Adoua. Il avança avec trois colonnes communiquant entre elles et une réserve générale.

La colonne de droite, général Dabormida, comprenait six bataillons blancs, quatre batteries et un bataillon de milice mobile.

La colonne du centre, général Arimondi, comprenait cinq bataillons blancs, un détachement indigène et deux batteries.

La colonne de gauche, général Albertone, comprenait quatre bataillons indigènes et quatre batteries.

Le général Ellena était en réserve avec quatre bataillons blancs, un bataillon indigène et deux batteries à tir rapide. Les deux colonnes latérales devaient parcourir deux routes qui, de la position de Sauria, mènent à la conque d'Adoua.

Le départ eut lieu à neuf heures du soir, à la faveur de la clarté de la lune.

L'objectif était premièrement l'occupation à droite du col de Rebbi-Arienne, à gauche du col de Chidane-Meret.

A l'aurore, les cols trouvés évacués furent occupés presque simultanément, et le général Baratieri, qui s'était avancé jusqu'au col de Rebbi-Arienne, en recevait avis.

A sept heures, on entendit vers la gauche, au-delà du col de Chidane-Meret, une vive fusillade dans la direction d'Adoua. Alors, on fit avancer un peu la colonne Dabormida, qui vint prendre position vers Mariam Sciavito. En même temps, la brigade Arimondi était appelée sur le col de Rebbi-Arienne.

Un peu après sept heures trente, on entendit le canon tirant à la distance d'environ cinq kilomètres du lieu de commandement.

La colonne de gauche était engagée, mais beaucoup plus en avant qu'il ne lui avait été prescrit.

Alors le général Baratieri ordonna à la brigade Arimondi d'occuper une hauteur en saillie du col de Chidane Meret pour soutenir le général Albertone. En même temps, il faisait avancer sur la position deux batteries à tir rapide.

Cependant le combat continuait avec une grande intensité sur la crête, vers Adoua.

L'ordre fut envoyé au général Dabormida d'appuyer vers la gauche et de soutenir plus directement le général Albertone.

On ignore si cet ordre arriva à destination. De grosses masses ennemies, à droite et à gauche, débouchaient sur la crête et obligeaient la brigade Albertone à se replier en bon ordre.

Il y eut un moment d'arrêt de la part des ennemis en même temps que nos indigènes paraissaient accentuer leur mouvement en avant qu'on attribua à la colonne Dabormida dont les mouvements étaient cachés par un mont. En attendant, les batteries à tir rapide pouvaient ouvrir le feu sur les ennemis dont les grosses phalanges descendaient d'une crête.

Le général Albertone se retira sous la position occupée par le général Arimondi. Cette position se trouvait sur une pente difficile, descendant rapidement sur un col.

Pour renforcer cette position, le bataillon Galliano, déjà placé en réserve, accourut. En ce moment, de gros et nombreux groupes d'ennemis, profitant des sinuosités du terrain, se réunissaient et cherchaient à nous envelopper, tandis que de leurs groupes qui étaient établis sur un mont obligeaient deux bataillons de bersagliers à se replier rapidement. Les bataillons du régiment Brusati abandonnèrent également leur position, de sorte qu'à son tour le bataillon alpin de la réserve ne fut plus en état d'opposer de résistance dans la retraite des autres.

En attendant, les ennemis, avec beaucoup d'audace, montaient sur la position et pénétraient dans nos rangs, tirant presque à bout portant sur les officiers.

La mêlée fut acharnée et la retraite ne put se faire avec calme. Plus tard on put organiser la retraite avec un certain ordre, mais à cause des erreurs faciles dans les sentiers, la colonne se divisa; les uns, avec les colonels Brusati et Stevani, allèrent vers Mai Haïnie, les autres, avec le général Baratieri, le général Ellena et le colonel Valenzano, allèrent à Addicagie.

C'est durant la retraite que les Italiens subirent les pertes les plus considérables. Des bataillons entiers de l'armée italienne auraient été précipités dans les ravins par les Choans victorieux.

Le général Baratieri, avec les épaves de son armée, est arrivé à Addi Caré, après une marche de soixante-dix kilomètres exécutée avec une rapidité extraordinaire. La concentration à Asmara a commencé avant-hier.

Le général Ellena est blessé. Le général Arimondi et les colonels Galliano et Albertone auraient été tués. Le général Dabormida a pu se sauver.

***

L'*Italie* prétend que le rapport du combat d'Adoua n'est signé par personne et a été rédigé dans les bureaux du ministère de la guerre. Le document est sujet à caution.

Quant aux morts et aux blessés, on n'en connait pas le chiffre exact. On est sans nouvelles d'une partie de la colonne Dabormida.

Le bruit circule que sur 280 officiers qui ont pris part au combat 200 ont disparu.

Toujours l'affaire Lebaudy

On sait que M. Jacques Lebaudy a intenté une demande en 150,000 francs de dommages-intérêts contre un certain nombre de journalistes qui avaient annoncé qu'il était fou.

La 5e chambre a mis hors de cause le *Radical*, le *XIXe Siècle* et le *Rappel*.

Les autres journaux sont *solidairement* condamnés à 19,000 francs de dommages-intérêts.

Sous la même *solidarité*, le tribunal a ordonné l'insertion du jugement intervenu dans 25 journaux de Paris et de l'étranger, sans que le coût de chacune des insertions puisse dépasser 300 francs.

UN CANDIDAT POSSIBLE A LA PRESIDENCE.

Williams Ralls Morrison est natif de l'Etat de l'Illinois, et est âgé de soixante-dix ans. C'est un vétéran de la guerre du Mexique et de la guerre civile. Au Fort Donelson il fut blessé. De 1873 à 1875, il a été rapporteur de la Commission des voies et moyens de la Chambre des Représentants.

INTERÊTS ET PRINCIPES.

Il y a certaines personnes qui s'étonnent aujourd'hui de voir une confusion telle, entre les partis, qu'il est impossible souvent de savoir auquel tel ou tel citoyen appartient, auquel on appartient soi-même. Vous pouvez rencontrer, à chaque instant, des républicains qui sont, au fond, plus démocrates que les chefs de la démocratie, et vice versâ, sans le savoir.

Il y a mieux encore. Vous coudoyez, à chaque coin de rue, de braves gens qui sont, tout à la fois démocrates et républicains, démocrates de la main droite, républicains de la main gauche.

C'est le méli-mélo le plus étrange qui se puisse voir d'idées, d'opinions, de prétentions et de votes. C'est à n'y plus rien comprendre, à ne plus savoir que penser ni que faire.

D'où vient cette confusion de toutes les idées, de tous les partis? La raison en est bien simple; c'est que tout le monde a oublié les principes et que chacun ne vise plus qu'à la satisfaction de ses intérêts les plus mesquins.

Là où il n'y a plus de principes, il n'y a plus de partis, puisque les partis n'ont pas d'autre base que les principes. Ce sont les principes qui unissent; les intérêts ne sont bons qu'à opérer la division; et comme il n'y rien de plus individuel que l'intérêt, là où il règne d'une façon absolue, il y a autant de partis que d'hommes, que de citoyens, en supposant que, dans un pareil état de choses, il puisse encore se trouver des citoyens.

Voilà la vérité sur la situation actuelle. Ce qui l'aggrave encore, c'est qu'une foule de gens qui n'ont pas d'intérêt bien nettement engagé dans la lutte à laquelle ils assistent, voyant ce triste chassé-croisé d'opinions, de partis, et de palinodies qui les écœurent, détournent la tête avec dégoût et se désintéressent complètement des affaires publiques. Ils ne prennent plus part à rien: ils laissent tout faire avec indifférence. Ce sont les intrigants qui en profitent, qui passent et s'emparent des places.

Voilà où conduisent l'abandon des principes et la prédominance de l'esprit d'intérêt dans toute communauté civile ou politique.

A PROPOS DE "THERMIDOR".

L'exécution de Robespierre et de "ses complices" eut lieu le 10 thermidor, à quatre heures et demie du soir, place de la Révolution, aujourd'hui de la Concorde, entre les Tuileries et l'Obélisque.

La guillotine avait été ramenée, pour la circonstance, de la place du Trône-Renversé, la place de la Nation, où elle fonctionnait depuis le 25 prairial an II, et où elle avait eu 1,360 têtes à couper.

Robespierre, Saint-Just, Couthon, Lebas, Fouquier-Tinville, etc., furent enterrés au cimetière de Monceau, inauguré par Danton, Camille Desmoulins, Lucile; ce cimetière était situé entre les rues du Rocher et de Monceau et les boulevards de Courcelles et Malesherbes.

Un dernier détail: Fouquier-Tinville avait l'habitude de signer en blanc des bons de réquisition de charrettes pour conduire à l'échafaud les condamnés du tribunal révolutionnaire.

Ce fut sur un bon ainsi signé de lui que fut requise la charrette qui le conduisit lui-même à la guillotine.

Le marquis di Rudini chez le Roi.

Le marquis di Rudini, dans ses deux entretiens avec le Roi, à l'occasion des événements d'Afrique, a été, dit-on, fort explicite.

"Votre Majesté sait, a-t il dit, que je n'ai jamais ambitionné le pouvoir et que lorsque je m'y trouvais je n'ai pas hésité un instant à en descendre aussitôt que j'ai compris que l'opinion publique n'était plus avec moi.

"Je rappellerai même à Votre Majesté que lorsque j'ai été consulté par elle à la chute du cabinet Giolitti, je n'ai pas hésité non plus à indiquer M. Crispi comme me paraissant l'homme de la situation, et cela bien que M. Crispi soit mon adversaire.

"Aujourd'hui, avec la même franchise, je dois dire que le pouvoir ne peut être donné qu'au chef de l'opposition. Or, le chef de l'opposition, c'est moi."

Ce langage plein de franchise produisit une grande impression sur le Roi, qui demanda à réfléchir.

Plus tard le Roi consulta MM. Saracco, Sonnino, Visconti-Venosta, Biancheri, Farini, et autres hommes en vue.

M. di Rudini, qui a toujours été contraire à la politique d'expansion coloniale, voudrait qu'on abandonnât pour le moment toute idée de revanche. Au Quirinal, cette politique de recueillement n'est pas approuvée.

THEATRE BLANC.

Les jeunes filles vont avoir leur théâtre à Paris. L'idée est curieuse et digne de réussir et on en parle beaucoup en ce moment dans les salons. C'est Mme Marie Samary qu'il faut féliciter, car le projet émane de cette excellente artiste. Ce théâtre s'appellera le "Théâtre blanc."

La licence du répertoire contemporain interdisant presque complètement le plaisir du théâtre aux jeunes filles, il était assez naturel de songer à offrir à celles-ci un divertissement honnête et sans danger. Voilà qui est fait.

Les représentations n'auront lieu qu'en matinée, bien entendu.

Le général Bourbaki.

Nous apprenons avec un vif regret, par une lettre que Mme la générale Barbouki nous fait l'honneur de nous adresser, dit le *Gaulois*, que le général ne s'est pas encore relevé de la terrible crise qui a mis sa vie en danger. Il est encore très malade et dans l'impossibilité de recevoir les délégués des anciens de la garde impériale, qui se propose de se rendre à Bayonne pour lui offrir la présidence de leur société.

Abimé par de longues et cruelles souffrances, arrivé à un âge très avancé, il se sent désormais incapable d'accepter l'offre gracieuse qu'on veut lui faire.

CORRESPONDANCE DE VICTOR HUGO.

On annonce, pour le premier juin, la publication du premier volume de la correspondance encore inédite de Victor Hugo. Il comprendra les lettres écrites par le poète à son père, à Blois, en 1820; ses lettres d'amour à sa fiancée et à sa jeune femme; des lettres à l'Académie des Jeux Floraux; toute la correspondance relative à *Hernani*, *Marion Delorme*, *le Roi s'amuse*; un grand nombre de lettres à Lacretelle et à Victor Pavie, et plus de cinquante lettres adressées à Sainte-Beuve.

Ce volume, qui présente, dit-on, l'intérêt d'un roman, sera édité par M. Théodore Michaelis qui se propose d'en publier, aussitôt après, une traduction en Angleterre,

Cri du cœur.

—N'est ce pas, papa, que tu es chevalier de la Légion d'honneur?

—Oui, mon enfant....

—Quel bonheur! il y aura des soldats à ton enterrement!

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Les troubles d'Opelousas.

Mort d'Adam Jesse Roy.

L'INTERROGATOIRE DES PRÉVENUS.

Le chef d'accusation.

Dépêche Spéciale à l'Abeille:

Opelousas, Louisiane, 18 mars—Adam Jesse Roy, blessé dans la nuit de samedi par trois officiers spéciaux de la police de la ville d'Opelousas, est mort ce matin à trois heures 25: une balle de revolver lui avait traversé le corps, et l'autre n'avait pu être retrouvée par les médecins.

Le défunt était âgé de 45 ans. Il laisse une femme et sept enfants à Armandville, une place près de laquelle il possédait et cultivait quarante ou cinquante arpents de terre. Les funérailles auront lieu demain entre dix et onze heures à l'église catholique.

Ce matin, le shérif Fontenot a conduit en prison le juge de paix T. B. Brooks, le docteur A. B. Harmanson et Chas. Thibodeaux, accusés par l'attorney de district, M. Dubuisson, d'assassinat sur la personne de Jesse Roy, et de tentative d'assassinat des deux autres frères Roy.

Brooks est le juge du ward d'Opélousas et appartient à la Branche Warmoth du parti républicain.

Son constable noir a été tué dans la nuit du 16 décembre dernier, et les assassins n'ont jamais été arrêtés.

Mais comme les partisans de la suprématie des blancs étaient réunis en grand nombre dans le voisinage d'Opélousas ce jour là, on a supposé que quelques-uns d'entr'eux avaient commis le crime.

Deux des Roys assistaient à la réunion, mais leurs amis déclarent qu'à l'heure de l'assassinat ils se trouvaient à un autre endroit.

Peut-être n'y a-t-il aucune relation entre les deux crimes, mais comme ce sont des incidents présentant un rapprochement par l'affiliation politique, la proximité des places, la question de temps et quelque peu de personnes, ils sont donnés pour ce qu'ils valent.

L'interrogatoire préliminaire des accusés a commencé à trois heures cette après-midi devant le juge Perrault. L'avocat de district Dubuisson représentait l'Etat. Kenneth Baillio et E. H. Veazey étaient les avocats de la défense.

Le docteur Saizan a décrit la blessure et la marche de la balle.

Le docteur Guilbeau, coroner de la paroisse de St-Landry, a fait ce matin l'autopsie du défunt. Il a donné des détails très complets, et il a déclaré que l'homme qui a tué Jesse Roy se trouvait derrière lui.

John Roy, un frère de Jesse demeurant à Belleville, qui a été engagé dans la bataille, a raconté les incidents de la rencontre, le passage d'un noir à qui il a donné dix sous, l'arrivée de Brooks et des autres accusés, etc.

Il ne sait qui a tiré le premier, mais ce n'est ni Brooks ni Thibodeaux; ce doit donc être Harmanson.

Le tribunal s'est transporté ensuite à la pension du capitaine Hargroder où Adrien Roy, l'autre blessé, est dans un état critique.

Son témoignage a été sténographié, car on craint sa mort prochaine.

Il a déposé en français et son témoignage a été traduit au sténographe par le juge Perrault. Il a déclaré s'être rendu dans la journée à Ville Plate où les électeurs se faisaient enregistrer.

Il est revenu ensuite avec ses frères à Opélousas. Il a dîné chez le capitaine Hargroder. Il a raconté ensuite les détails de la rencontre avec les accusés et les divers incidents de la tragédie.

Après avoir entendu les témoignages, le réquisitoire et les plaidoiries, le tribunal a écarté la préméditation et a retenu l'accusation de meurtre.

La caution des prévenus a été fixée à $5,000 chacun.

La Campagne Electorale Suspendue.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Alexandrie, Louisiane, 18 mars—A cause du mauvais état de sa santé, le gouverneur Foster est parti ce matin pour sa résidence de Franklin.

Les honorables R. H. Snyder et W. W. Heard partiront cette nuit pour Baton Rouge, par voie de Plaquemine.

La panique causée par la petite vérole suspend momentanément la campagne électorale.

NOUVELLES ETRANGERES.

Sensation en Egypte.

Presse Associée.

Londres, 18 mars—Une dépêche du Caire au *Globe* dit que la déclaration faite par M. George N. Curzon, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, lundi dernier à la Chambre des Communes, au sujet de l'activité déployée par les derviches à Dongola et dans les environs et des dangers qui menacent l'Egypte, a causé une sensation dans cette ville.

Il est de plus établi que la population exprime une grande surprise de la gravité de la situation, dont elle ne se rend pas encore un compte exact, et que les autorités sont d'avis que l'envoi de nouvelles troupes anglaises en Egypte est urgent.

La dépêche ajoute que partout on exprime fortement l'espoir que la Grande Bretagne se montrera à la hauteur de la situation.

La France et la Question Egyptienne.

LES VISÉES DE LA TRIPLE ALLIANCE.

Approbation de l'attitude du Ministre des Affaires Etrangères.

La Duplicité de l'Angleterre.

LES JOURNAUX.

Presse Associée.

Paris, 18 mars—Le gouvernement et le peuple français commencent à comprendre que les entrevues récentes à Berlin entre le ministre des affaires étrangères d'Autriche, le comte Goluchowsky, l'ambassadeur d'Italie en Allemagne, le comte Lanza di Busco, et le chancelier de Hohenlohe, sous les auspices de l'empereur Guillaume et avec l'Angleterre comme une participante à l'entente, ont une plus grande signification que ne l'ont pensé la presse et le public à ce moment. Le remaniement de la Triple Alliance, avec la Grande Bretagne entrant comme membre actif au lieu de rester partenaire non officiel, est évidemment le premier pas fait vers l'exécution d'un plan pour l'établissement d'une carte de l'Afrique avec le consentement ou l'appui de la Triple Alliance.

C'est, croit-on, à ce prix que l'Angleterre a consenti à donner son appui à l'Italie et, éventuellement, à la Triple Alliance.

Mais derrière la scène si soigneusement arrangée à Berlin, il y a, croient le gouvernement et les journaux français, une grosse partie à jouer au sujet des explications que doit promptement fournir l'Angleterre, ou des troubles sérieux pourront s'ensuivre

De fait, si le correspondant du *Figaro* à Toulon doit être cru ce matin, les affaires ont déjà atteint un point si dangereux que l'escadre du Levant attend d'un moment à l'autre l'ordre de se rendre dans les eaux égyptiennes.

En général les journaux de Paris approuvent l'attitude qu'a prise M Berthelot, ministre des affaires étrangères, en exposant personnellement à l'ambassadeur d'Angleterre, le marquis de Dufferin, comme il a été annoncé à la séance du cabinet hier, les dangers qui pourraient résulter de la marche des troupes anglo-égyptiennes sur le Nil.

Les feuilles du matin conseillent à M. Berthelot de persister dans son attitude, même s'il ne s'est pas conformé aux précédents en ne transmettant pas ses objections par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France à Londres.

Le *Figaro* dit que l'attitude de la Grande Bretagne est un outrage à l'Europe et, virtuellement, une violation de la foi jurée. Le marquis de Salisbury, ajoute le journal, est plus engagé qu'il ne le désirait par l'action du baron Cromer, l'agent diplomatique anglais en Egypte, qui, en envoyant une petite troupe sur le Nil, au lieu des vingt-mille hommes nécessaires pour prendre Dongola, compte sur une défaite qui forcera l'Angleterre à envoyer des renforts, ce qui, conséquemment, prolongera l'occupation de l'Egypte.

Le *Gaulois* fait les remarques suivantes:

Il est possible que la majorité des détenteurs de la dette égyptienne ne soit pas en faveur de la marche en avant des Anglais. La Russie est d'accord avec la France, et l'Allemagne se rangera de son côté dès que les intérêts de l'Italie seront séparés de la question et que l'affaire sera devenue purement anglaise.

L'Eclair exprime l'opinion que l'entrevue de M. Berthelot avec le marquis de Dufferin prouve que la France n'est pas disposée à encourager une politique qui ne respecte pas suffisamment les intérêts français en Egypte. Et le journal ajoute que la France a beaucoup de raisons pour objecter à l'engagement de l'Angleterre dans une grande aventure, qu'elle considère importante et qui inquiète les chancelleries européennes.

Le *Matin* déclare que l'expédition anglaise sur le Nil est une preuve que la Grande Bretagne éprouve des difficultés à défendre la politique qu'elle voudrait maintenir malgré la situation de l'Europe.

En refusant de permettre l'emploi des fonds égyptiens pour défrayer une expédition dont l'Angleterre aurait seule le profit, continue le journal, la France a placé ce pays dans une position embarrassante, une position d'où elle ne peut sortir.

A propos de cette question, une dépêche de Berlin, arrivée ce matin, dit que la *Gazette de l'Allemagne du Nord* annonce que la Grande Bretagne a demandé aux puissances contrôlant l'administration de la dette égyptienne de permettre l'emploi d'une partie du fonds de réserve pour les frais de l'expédition à Dongola, lesquels frais, en ce moment, ne sont estimés qu'à deux millions de livres-sterlings. Le journal ajoute que l'Allemagne, s'étant assuré que son acceptation de la proposition concorderait avec les vues des puissances de l'Italie, la Triple Alliance, principalement, a donné au commissaire allemand de la dette au Caire des instructions en conséquence.

Cette dépêche place donc l'Angleterre devant le monde comme étant de nouveau soutenue par l'Allemagne, et tend à déjouer les calculs des hommes d'Etat français qui, malgré les récentes conférences de Berlin, s'applaudissaient du fait que l'éloignement de l'empereur d'Allemagne de l'Angleterre, à la suite de l'incident du Transvaal, était si profondément accompli qu'il y avait probabilité d'une alliance de l'Allemagne, de la France et de la Russie contre la Grande Bretagne, principalement contre la politique de cette dernière en Afrique.

Pour eux, l'article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, s'il est vrai, doit être un rude rappel à la réalité de la situation créée par le terrible désastre des Italiens à Adoua, dont la conséquence a été la consolidation de la Triple Alliance à Berlin.

Il y a cependant un autre point soulevé en ce moment entre les Puissances. Des avis reçus aujourd'hui de Rome à Paris annoncent que les agents français et russes intriguent activement et font de grands efforts pour détacher l'Italie de la Triple Alliance.

On affirme que ces agents ont dépensé beaucoup d'argent pour aider au renversement de Crispi, qui, l'on sait, est un fervent adepte de cette triple alliance, et, par incident, à l'élévation au pouvoir du marquis di Rudini, qui est d'une grande tiédeur pour cette même alliance.

On dit maintenant que ces agents français et russes font tout en leur pouvoir pour effectuer un changement dans la politique étrangère du nouveau cabinet, lequel changement détacherait l'Italie de la triple alliance.

Mais les hommes politiques les plus confiants de la capitale française doutent eux-mêmes que quelque chose puisse être accompli dans cette direction, principalement après les honneurs conférés par le Tsar à Ménélik et les preuves évidentes, en possession du gouvernement italien, du fait que les agents français et russes aident depuis longtemps et continuellement les Abyssins de leurs conseils et leur fournissent des armes et des munitions.

Si l'Italie veut se retirer de la Triple Alliance, elle doit le faire avant le six mai de cette année, date à laquelle toute puissance désirant se retirer doit en donner notice. Autrement, l'engagement des "Trois puissances" sera de fait renouvelé pour six ans.

Une dépêche spéciale de Rome dit qu'on annonce que l'empereur Guillaume désire une modification du traité d'alliance, qui permettrait à l'Allemagne d'arriver à une entente avec la Russie au sujet des Balkans.

Comme la question des Balkans est une des principales causes qui ont amené la formation de la Triple Alliance, la dépêche de Rome n'est guère prise en considération à Paris. L'Allemagne préfèrerait se trouver soutenue par l'Autriche et l'Italie, et par la sympathie de l'Angleterre, si elle devait prendre part au règlement de la question des Balkans.

Une dépêche reçue ce matin de Massouah dit que le général Baldissera, le commandant en chef des troupes italiennes en Afrique, a ordonné à tous les non-combattants de Kassala de quitter la ville par la prochaine caravane, attendu que le commandant italien de la place exprime l'opinion que leur départ permettra à la garnison de tenir jusqu'à la crue de l'Atbara, en juillet prochain.

Des dépêches spéciales du Caire arrivées aujourd'hui à Paris annoncent que des troubles sérieux se produisent tous les jours à Beyrouth. On ajoute que 15,000 chrétiens armés ont paradé dans les rues et ont averti leurs coreligionnaires de se tenir prêts à se protéger contre toute agression.

La Question Vénézuélienne.

Un envoyé spécial anglais a-t-il été envoyé à Washington!

Presse Associée.

Londres, 18 mars—Des informations prises établissent qu'on ne sait rien au Foreign Office au sujet du rapport annonçant que Sir Stafford Northcote, ancien secrétaire privé du marquis de Salisbury et maintenant représentant au Parlement dans les rangs conservateurs la circonscription d'Exeter, qui se trouve, dit-on, à Washington, est chargé d'une mission spéciale au sujet du Vénézuéla.

Il a été également dit au Foreign Office que les fonctionnaires de ce département n'ont aucune connaissance de nouvelles instructions envoyées à l'ambassadeur d'Angleterre à Washington, Sir Julian Pauncefort.

NOUVELLES AMERICAINES.

Maladie du gouverneur de l'Indiana.

Presse Associée.

Indianapolis, Indiana, 18 mars—Le gouverneur de l'Indiana, M. Matthews, souffre beaucoup d'une laryngite. Il ne s'est pas rendu à son bureau du Capitole depuis plusieurs jours. Ce matin, son état n'était pas aussi rassurant que ces jours derniers.

Accident de chemin de fer.

Presse Associée.

Paris, Kentucky, 18 mars—Le rapide de Knoxville à Cincinnati, dû à Paris à 4 heures 45 du matin, a déraillé près de Livingstone. La locomotive a heurté un rocher placé sur la voie et a culbuté. John King, le mécanicien, a été tué sur le coup.

Il occupait son poste pour la première fois. Il habitait St-Louis. Le train était en retard de 40 minutes et marchait à grande vitesse pour rattraper le temps perdu.

Pendu en effigie.

Presse Associée.

Louisville, Kentucky, 18 mars—Le gouverneur du Kentucky, M. Bradley, a été pendu en effigie hier soir à Danville, dit une dépêche spéciale au *Times* de Louisville.

Les auteurs sont inconnus et il est impossible de les appréhender. La police ne sait rien.

Le mannequin représentant le gouverneur était artistement exécuté et était surmonté d'un chapeau blanc semblable à celui que M. Bradley porte toujours. Sur la poitrine était placée l'inscription suivante: Bradley l'émeutier.

Explosion d'une Poudrière.

Presse Associée.

Poughkeepsie, Etat de New York, 18 mars—Une poudrière de Rifton, comté d'Ulster, dans laquelle soixante-quinze hommes étaient employés, a sauté aujourd'hui. Les corps en lambeaux de cinq hommes ont été trouvés dans les ruines.

Cette poudrière était située à environ deux milles de Rosendale, la gare de chemin de fer la plus proche. Les détails n'ont pu encore être obtenus.

Cette poudrière avait déjà sauté il y a dix-huit mois, et quatre hommes avaient été tués.